



**TRIBUNE** PAR VALENTINE ZUBER, HISTORIENNE

# Et si on me chassait de ma maison, qui prendrait soin de moi ?

**P**artageant un destin tragique similaire à celui des réfugiés – celui de devoir quitter précipitamment sa maison, ses amis et son entourage familial en raison de conditions graves menaçant directement leur vie – les déplacés font pourtant moins souvent les gros titres de l'actualité. Or le déplacement obligé de millions de personnes à l'intérieur d'un même pays en raison du changement climatique, de l'insécurité ou de la violence armée est une réalité qui ne cesse de s'aggraver, et ce, dans plusieurs parties du monde.

Un récent rapport publié à Genève par deux ONG, l'Observatoire des situations de déplacement interne et le Conseil norvégien pour les réfugiés, remarque que le nombre de « déplacés à l'intérieur de leur pays » a en effet augmenté de 50 % en moins de six années. Il évalue leur nombre à 83,4 millions, soit note-t-il, l'équivalent de la population de l'Allemagne.

Ces déplacements forcés n'épargnent aucun continent. On les retrouve tant à Gaza ou en Cisjordanie en raison de l'opération militaire israélienne, qu'au Soudan, où la guerre civile continue de faire rage, ou encore en Birmanie, où les effets de la rivalité entre la junte au pouvoir et les groupes armés ethniques ont été encore aggravés par l'important séisme du mois d'avril dernier. Un pays développé comme les États-Unis d'Amérique a, lui aussi, vu leur nombre décupler à la suite d'une série de cyclones dévastateurs et du refoulement forcé des immigrés, récemment accentué par une politique gouvernementale particulièrement brutale. Les déplacés américains sont ainsi évalués à 11 millions de personnes,

soit un bon quart de tous les déplacés au niveau mondial. Les raisons principales de ces mouvements involontaires de population à l'intérieur même des frontières de leur propre pays sont à chercher à la fois dans les désordres politiques, le changement climatique aggravant les catastrophes météorologiques, les situations de guerre faisant des civils des cibles expressément désignées, et les discriminations ethniques ou raciales qui peuvent découler d'une situation

**« Un rapport publié par deux ONG remarque que le nombre de “déplacés à l'intérieur de leur pays” a augmenté de 50 % en moins de six années. »**

d'instabilité chronique, en particulier dans des États faibles et peu développés. Mais leur accroissement exponentiel relève aussi de choix politiques assumés dans le traitement de l'aide à leur accorder par le bais de la solidarité des pays riches envers les pays défavorisés. Le gel de la majorité de l'aide financière américaine jusque-là accordée au reste du monde a beaucoup contribué à l'aggravation de la situation des déplacés, moins bien lotis si cela est possible que les seuls réfugiés sur leur route de l'exil.

Une réflexion au plus haut niveau doit donc être menée de façon urgente pour trouver comment pallier toutes ces souffrances humaines perpétrées en raison du durcissement actuel des égoïsmes nationaux. L'ONU est la première concernée bien entendu, mais sans une réelle et solidaire association en vue d'actions conjointes menées à la fois par les États et les particuliers, le résultat ne pourra jamais répondre aux exigences humanitaires légitimement escomptées par nos frères et sœurs humains, brutalement arrachés à leur environnement familial et dont l'avenir ne cesse de s'assombrir au fil des années. ✖

VALENTINE ZUBER



**POINT DE VUE** PAR CHRISTINE PEDOTTI  
**DU PAIN ET DES JEUX ?**

**L'**actualité récente a été submergée par le succès du Paris-Saint-Germain dans l'épreuve reine de la compétition de football européen. Les différents éléments qui entourent cette victoire méritent qu'on s'y arrête. Que les fans du club parisien s'enflamment, rien de plus normal ; que les Parisiens et Parisiennes se réjouissent, rien d'étonnant ; mais que, si l'on en croit les commentateurs, « la France » exulte, on se prend à douter. Certes, le club est français puisqu'il a son adresse à Paris, mais il est surtout un club international, et ses joueurs sont issus du grand marché des meilleurs joueurs du monde. Son propriétaire, le Qatar, y joue une partie de son pouvoir d'influence et cet investissement parisien lui a sans doute facilité l'obtention de l'organisation de la Coupe du monde en 2022

à Doha. Le club parisien, désormais valorisé à plus de quatre milliards d'euros, pourrait d'ailleurs bien offrir un solide retour sur investissement à son propriétaire.

Mais ces « détails » ne dérangent nullement les supporters qui « communient » dans la victoire et sa liturgie, désormais bien rodée : la coupe tendue comme un ostensor en descendant les Champs-Élysées et la grand-messe au Parc des Princes avec, en passant, la bénédiction du président de la République.

Il y a aussi les échauffourées avec les forces de l'ordre et les pillages qui sont maintenant la règle lorsque de grandes foules sont rassemblées. Le bilan est lourd et questionne notre société. En son sein, des personnes – presque exclusivement des hommes – expriment leurs émotions, que ce soit la

tristesse, lors de la mort d'un jeune homme, ou la joie, avec la victoire du PSG, sur le mode de la violence et de la destruction.

On peut hausser les épaules, détourner le regard ou maudire le foot-business ; il reste que toutes les complexités et les ambiguïtés d'un tel événement révèlent les graves fractures du pays : demandes d'ordre et désordre mêlées, désir de justice sociale et vénération de joueurs multimillionnaires, racisme antimusulman et assumption du Qatar comme mécène du foot, triomphe d'une équipe parisienne et saccage aux Champs-Élysées.

Où trouver la capacité de vivre et d'habiter ensemble quand même aux jours de joie, les valeurs se percutent ? La question est ouverte... ✖

CHRISTINE PEDOTTI,  
DIRECTRICE DE TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN

## L'œil de Réforme

**Sérieusement, 3,7 % ?**

— Changement climatique, recul de la biodiversité, pollution, déforestation : la crise écologique fait partie de notre quotidien.

Les chiffres sont formels : la protection de l'environnement est au second rang des préoccupations des Français (sondage Ipsos de 2024), après le pouvoir d'achat mais devant la délinquance et l'immigration !

Paradoxalement, en 2024, le temps d'antenne dédié à ces enjeux était de 3,7 %, et les politiques publiques en France et en Europe reculent de façon spectaculaire sur tous ces sujets, laissant le terrain libre à une vaste désinformation numérique. Comme si les constats scientifiques pouvaient encore être qualifiés de croyances. Pourquoi un tel décalage entre la prise de conscience citoyenne et l'esquive collective des médias, des politiques et des industriels ? Les problèmes écologiques ne vont pas disparaître parce qu'on n'en parle pas ou qu'on ne les traite pas ! Affronter la crise écologique est anxiogène pour tout le monde.

Elle exige de la lucidité, du courage, du temps... et beaucoup d'argent. Mais la responsabilité des médias dans la disparition des sujets écologiques de l'espace médiatique est immense, car ce sont eux, en plus de la société civile, qui feront – ou pas – de ces sujets une priorité absolue, en martelant chaque jour les vérités scientifiques et les solutions proposées. À l'attention des médias : prenez la science et vos lecteurs au sérieux, faites de la transition écologique les *breaking news* quotidiennes, au lieu de nous raconter des faits divers et des futilités ! ✖

VALÉRIE LOBRY-GRANGER,  
CADRE DIRIGEANTE

« L'œil de Réforme » : du lundi au samedi sur [reforme.net](http://reforme.net), une libre opinion qui n'engage que son auteur.